

Le Réseau parlementaire des femmes parlementaires d'Afrique et du Monde Arabe

2024



Structure du Réseau



Dr. Jehad Abdullah Al-Fadhel Royaume de Bahrein Présidente



Sénatrice Lindiwe Dlamini Royaume d'Eswatini Vice-Présidente



Amal Alsullabi Libye Vice-Présidente



Sénatrice Diaby Makani République de Côte d'ivoire



Fatiha Khourtal Maroc



Introduction

L'objectif du Réseau parlementaire des femmes parlementaires d'Afrique et du Monde Arabe, affilié à l'Association des Sénats, Shouras et Conseils équivalents d'Afrique et du Monde Arabe, est d'encourager la consultation, le dialogue parlementaire et l'échange d'expériences, d'informations, de débats sur les questions liées à l'autonomisation des femmes. Il vise à déployer des efforts concertés pour trouver des solutions appropriées à travers des études sur les questions liées aux femmes et la présentation des meilleures pratiques, des connaissances tirées des politiques adoptées et mises en œuvre par de nombreux pays pour autonomiser les femmes et renforcer leur rôle dans la société. Il cherche aussi à formuler des propositions et recommandations à cet égard.

Le Réseau cherche également à améliorer et renforcer le rôle des femmes parlementaires dans l'exploration des voies et moyens de promouvoir la coopération dans tous les domaines politique, économique, social et culturel dans les régions arabe et africaine dans une perspective stratégique, participative et intégrée. Il exhorte les parlements à donner la priorité à l'autonomisation des femmes dans les agendas politiques et législatifs des régions arabes et africaines, et à œuvrer à l'examen des politiques existantes, ainsi que les obstacles organisationnels et juridiques qui entravent le rôle des femmes.

Le Réseau s'engage à promouvoir le dialogue et la coopération avec les organisations parlementaires, les organisations régionales et internationales et les réseaux concernés œuvrant sur les questions liées aux femmes, et à participer aux forums internationaux pertinents pour



partager des connaissances et des expériences qui contribuent à soutenir les questions politiques et législatives d'intérêt commun.

Règlement Intérieur du Réseau Parlementaire des femmes parlementaires d'Afrique et du Monde Arabe.

Article 1:

Ce document est appelé « Règlement intérieur du Réseau parlementaire des femmes parlementaires d'Afrique et du monde arabe ».

1. Objectives

2. **Article 2:**

Le Réseau vise à :

- promouvoir l'échange d'informations et d'expériences, le débat, le dialogue et la concertation parlementaire sur les questions liées à l'autonomisation des femmes, par des études et la présentation des meilleures pratiques et des connaissances tirées des politiques mises en œuvre par divers pays.
- promouvoir l'autonomisation des femmes et améliorer leur rôle dans la société, ainsi que la formulation des propositions et recommandations à cet égard.
- faire valoir et renforcer le rôle des femmes parlementaires dans l'exploration des voies et moyens de promouvoir la coopération dans



les domaines politique, économique, social et culturel dans les régions arabe et africaine.

- sensibiliser les parlements des deux régions à accorder la priorité aux questions de l'autonomisation des femmes dans leurs agendas politique et législatif.
- examiner les politiques existantes ainsi que les obstacles organisationnels et juridiques entravant l'autonomisation des femmes.
- favoriser le dialogue et la collaboration avec les parlements, les organisations régionales et internationales et les réseaux concernés travaillant sur les questions relatives aux femmes, et participer aux forums internationaux pour partager les connaissances et les expériences qui contribuent à soutenir les questions politiques et législatives d'intérêt commun.

2. Nature et Composition

Article 3

Le Réseau parlementaire des femmes parlementaires d'Afrique et du Monde arabe est un organe de l'Association des Sénats, Shoura et Conseils équivalents d'Afrique et du monde arabe (ASSECAA). C'est un forum de concertation, d'échange d'informations et d'expériences sur les questions liées aux femmes, ainsi qu'un espace d'études et de formulation des propositions et recommandations concrètes.

Article 4

Le Réseau est composé de femmes parlementaires des Sénats, Shouras et Conseils équivalents d'Afrique et du monde arabe. L'adhésion au Réseau reste ouverte aux parlements nationaux et aux organisations régionales d'Afrique et du Monde arabe. Les parlements nationaux et les organisations internationales peuvent également acquérir le statut



d'observateur après avoir soumis la demande au Bureau exécutif du Réseau.

3. Attributions

Article 5

- Le Réseau participe par ses débats, propositions et perspectives, à la résolution des défis liés aux questions des femmes et s'efforce d'explorer les voies et moyens de participer et de représenter le Réseau dans l'effort parlementaire mondial en la matière conformément à ses objectifs.
- Le Réseau constitue une plate-forme de concertation et d'échange d'informations sur les problèmes liés aux femmes. De plus, il réalise des études et fournit des données nécessaires sur les progrès de la représentation des femmes dans les parlements en Afrique et dans le monde arabe, en soulignant les défis et les obstacles à l'autonomisation des femmes dans les deux régions et comment y faire face. En outre, il met en évidence le rôle des parlements dans l'autonomisation des femmes dans le soutien au développement.

Article 6

Le Réseau soumet ses propositions, recommandations et perspectives aux organisations parlementaires et aux diverses organisations internationales et organismes compétents des Nations Unies dans le but de les guider dans leurs tâches conformément à leurs lois et règlements internes, tels que stipulés dans les dispositions constitutives de leurs travaux, et conformément aux principes des instances gouvernementales nationales et régionales d'Afrique et du monde arabe.

- Le Réseau assurera la coordination avec les forums, les réseaux et les organismes mondiaux travaillant sur les questions des femmes, tels que



le forum des femmes parlementaires affilié à l'Union interparlementaire (UIP) et le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, entre autres, pour organiser des réunions et des activités conjointes.

- Le Réseau collaborera avec les réseaux parlementaires et les organisations internationales œuvrant dans le domaine de l'autonomisation des femmes pour s'assurer de la cohérence et de l'intégration des politiques et des efforts internationaux, ainsi que de générer un appui technique et institutionnel pour renforcer son rôle.

Article 7: Réunions

Le Réseau organise une réunion annuelle en rotation entre les deux régions africaine et arabe. La date et le lieu de la réunion sont définis par le Bureau exécutif du Réseau.

Article 8

La Présidente du Réseau dirige les débats des réunions et représente le Réseau auprès des associations régionales et internationales des réseaux des femmes parlementaires ainsi que des organisations régionales et internationales concernées.

Article 9

L'ordre du jour des réunions annuelles est approuvé à la majorité proportionnelle, sur la base d'un projet préalablement préparé par le Bureau exécutif du Réseau.

Article 10 : Bureau exécutif

Le Bureau exécutif du Réseau parlementaire des femmes parlementaires d'Afrique et du Monde arabe comprend :

- La présidente du Réseau

- deux vice-présidentes
- deux rapporteures (l'une représentant les pays arabes et l'autre représentant les pays africains)

Article 11 : Election du Bureau exécutif

Le Bureau exécutif est élu durant la réunion annuelle du Réseau. Le Bureau élit au sein des membres du Réseau, une Présidente, deux vice-présidentes et deux rapporteures.

Article 12: Mandat du Bureau exécutif

Le mandat de la présidente et des membres du Bureau exécutif est de deux ans, renouvelable une seule fois. Les responsabilités changent périodiquement entre les représentants des groupes arabe et africain.

Article 13

En cas d'empêchement d'un membre du Bureau exécutif, une autre parlementaire est désignée comme remplaçante.

Article 14

En cas de vacance du poste de Présidente, l'une des deux viceprésidentes remplace la Présidente jusqu'à l'élection d'une nouvelle Présidente.

Article 15

Le Bureau exécutif, assisté par le Secrétariat Général de l'Association des Sénats, Shoura et Conseils Equivalents d'Afrique et du monde arabe, (ASSECAA):

- Prépare et distribue les projets d'ordre du jour des réunions du Réseau ;
- choisit, parmi les sujets inscrits à l'ordre du jour de la Réunion, ceux sur lesquels le Réseau présentera un rapport pour avis ;



- assure le bon fonctionnement du Réseau ainsi que le suivi des décisions prises par celui-ci ;

4. Financement du Réseau

Article 16: Frais d'organisation et de participation:

- -Le parlement qui accueille la réunion du Réseau ou la réunion du Bureau exécutif veille aux conditions financières d'organisation de l'événement;
- Sur proposition du Bureau exécutif, les parlements membres du Réseau peuvent être invités, le cas échéant, à verser des contributions financières pour couvrir les coûts d'organisation de toute activité ou réunion du Bureau exécutif ;
- le parlement hôte prend en charge les frais d'hébergement et de transport sur place pour chaque participant ;
- Les conseils/sénats prennent en charge les frais de voyage de leurs représentants, sauf si le parlement hôte considère, pour des raisons pratiques ou toute autre considération, la possibilité de garantir ces coûts.

Article 17: Langues de travail

- Le Réseau adopte les langues officielles de travail suivantes : l'arabe, le français, et l'anglais.
- Le Parlement hôte veille à la traduction des documents officiels et à l'interprétation pendant les réunions du Réseau.



Amendements du Règlement intérieur

Article 18

- Tout membre peut proposer une modification aux articles du Règlement Intérieur du Réseau. Le Bureau exécutif examine cette proposition avant d'être soumise au Réseau pour vote.
- La Présidente informe les membres du Réseau des propositions de modification des articles du Règlement intérieur soumises au Bureau exécutif avant que ces propositions ne soient objet de débat par le Bureau.





Présidente du Réseau Dr. Jehad Abdullah Al-Fadhel de Bahreïn

Expérience parlementaire:

- Membre du Conseil Shoura du Royaume de Bahreïn par décret royal depuis 2012 jusqu'à ce jour.
- Deuxième vice-Présidente du Conseil Shoura depuis le 12 décembre 2022 à ce jour. Présidente de la dix-septième session du Conseil de la Choura au cours du premier mandat de la sixième législature.
- Présidente de la Commission des services du Conseil Shoura de 2014 à novembre 2022.
- Membre de la Commission des affaires des femmes et de l'enfance au Conseil Shoura et Vice-Présidente de ladite Commission en 2014.
- Présidente du Réseau parlementaire des femmes parlementaires d'Afrique et du Monde Arabe.
- Vice-Présidente du Bureau Exécutif du Réseau parlementaire pour la Sécurité alimentaire en Afrique et dans le Monde Arabe.

Distinctions:

- Lauréate du Prix d'excellence parlementaire de l'Union des parlements arabes pour l'année 2021.
- Décrite comme leader dans le domaine de la sécurité alimentaire dans le monde arabe par le magazine de la FAO.

Adhésion:

- Membre de l'Observatoire arabe des droits de l'homme affilié au Parlement arabe et Présidente de la Commission des relations extérieures.
- Membre de l'Académie de l'Enseignement Supérieur (HEA).
- Ancienne membre par décret royal, du Conseil suprême des médias et de la communication du Royaume de Bahreïn.

Expérience académique et professionnelle :

- Diplôme en diplomatie parlementaire arabe (juin 2021).
- Professeur adjoint au Département des médias, du tourisme et des arts de l'Université de Bahreïn (2009).

Qualifications:

- Diplôme supérieur en développement de la pratique académique, Université de Bahreïn en collaboration avec l'Université de St. York, Royaume-Uni (2011).
- Doctorat en médias, spécialisation en journalisme, Université du Bedfordshire, Royaume-Uni (2009).

Master en langue anglaise, Université de Bahreïn (2004).

• Bachelière en littérature anglaise, formation en traduction, Université de Bahreïn (2001).



Participations aux événements marquants :

- Participation et présentation d'un document de travail à la réunion régionale sur les systèmes alimentaires pour l'année 2024, organisée par le Centre des systèmes alimentaires des Nations-Unies et la Commission économique et sociale des Nations-Unies pour l'Asie occidentale (CESAO) en marge du Forum arabe pour le développement durable (11 mars 2024).
- Participation en qualité de chef de la délégation du Conseil de la Choura à la Conférence de coopération parlementaire « Sud-Sud » organisée par la Chambre des conseillers du Maroc, le Forum de dialogue parlementaire pour la coopération « Sud-Sud » et l'Association des Sénats, Shouras et Conseils Equivalents d'Afrique et du Monde arabe (ASSECAA), le 15 février 2024.
- Participation comme Chef de la délégation parlementaire de Bahreïn aux activités de la dixième réunion consultative de l'Association des Sénats, Shoura et Conseils équivalents d'Afrique et du Monde arabe tenue au Royaume d'Eswatini (mai 2023).
- Tenue d'une réunion avec Luigi Di Maio, Représentant spécial de l'Union Européenne pour la région du Golfe, à l'occasion de sa nomination à son nouveau poste (août 2023).
- Participation au programme 2023 des jeunes parlementaires sous le patronage de Son Excellence Ali Bin Saleh Al-Saleh, Président du Conseil de la Choura, organisé par la « Youth Leadership Association » en partenariat avec l'Union Européenne et la Fondation Konrad Adenauer. Ouverture de la séance parlementaire et hommage aux participants à la fin du programme (septembre et octobre 2023).
- Chef de la délégation parlementaire bahreïnie participant à la 49^{ème} Réunion du Bureau de l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée

tenue au siège du Parlement italien à Rome. Présentation de la demande d'adhésion de Bahreïn à l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée, qui a été acceptée. (juin 2023).

- Participation à la Conférence parlementaire internationale sur le dialogue interreligieux au Royaume du Maroc et présentation d'un document de travail lors de l'une des sessions (juin 2023).
- Participation aux réunions avec de nombreux chefs de délégations parlementaires participant à la 146^{ème} Assemblée générale de l'Union interparlementaire organisée par le Royaume de Bahreïn (mars 2023).
- Participation à la réunion virtuelle sur « l'action parlementaire pour promouvoir une nutrition améliorée et des systèmes alimentaires sains et abordables pour tous » organisée par la FAO et l'Institut international du développement durable (septembre 2022).
- Signature d'un protocole de coopération entre le Réseau parlementaire pour la sécurité alimentaire en Afrique et dans le monde arabe et le Parlement arabe (juin 2021).
- Participation à la réunion « Transformer les systèmes alimentaires pour la santé, l'équité et la durabilité » en préparation du Sommet sur les systèmes alimentaires organisé par l'Union interparlementaire (juin 2021).
- Intervention lors du symposium sur le Parlement et les médias organisé par l'Institut de Bahreïn pour le développement politique (avril 2021).
- Participation au dialogue parlementaire virtuel sur la sécurité alimentaire et la nutrition dans le contexte de la pandémie de COVID-19 organisé par la FAO et l'Agence espagnole de coopération internationale au développement (avril 2021).



- Participation au dialogue régional arabe sur les systèmes alimentaires dans le cadre du Forum arabe pour le développement humain à l'invitation de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (CESAO) (mars 2021).
- Participation à la réunion consultative sur la loi type sur la sécurité alimentaire et la nutrition en Afrique à l'invitation de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Parlement africain (novembre 2020).
- Participation à un symposium sur le rôle des femmes dans le soutien et le renforcement de la démocratie et leurs contributions au développement communautaire à l'invitation du Forum mondial des dirigeants politiques (WPL) (septembre 2020).
- Participation à la réunion du Réseau parlementaire pour la sécurité alimentaire en Afrique et dans le monde arabe et participation au colloque international sur « les parlements et les défis de la sécurité alimentaire » (octobre 2019).
- Participation à la conférence visant à promouvoir les relations entre les femmes parlementaires d'Afrique et du monde arabe à l'invitation de l'Association des Sénats, Shouras et Conseils équivalents d'Afrique et du Monde arabe (mai 2017).
- Participation au Sommet des femmes parlementaires (décembre 2016).
- Participation à de nombreux événements organisés par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Fonds international de développement agricole (FIDA).



Vice-Présidente Sénatrice Lindiwe Dlamini **Fswatini**

Parcours professionnel

- Octobre 2023 à ce jour : Présidente du Sénat (nommée)
- Institution: Parlement du Royaume d'Eswatini
- Octobre 2018 octobre 2023 : Présidente du Sénat (nommée)
- •Octobre 2013 octobre 2018: Ministre des travaux publics et des transports dans le Gouvernement du Royaume d'Eswatini
- Octobre 2009-octobre 2013 : Ministre du logement et des pouvoirs locaux dans le Gouvernement du Royaume d'Eswatini
- 2013 : membre du Réseau "Global Power Women Network Africa" (Réseau des femmes africaines leaders élues et nommées)
- 2004 à ce jour : Pasteure associée au « Jesus Calls Worship Centre International »
- 2009 2011 : Forum des gouvernements locaux du Commonwealth
- 2008 2010 : membre du Conseil exécutif du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat)
- 2006 to 2008 : Membre du Conseil de gestion des terres d'Eswatini



- 2004 2007 : membre de l'Agence d'Eswatini de promotion des investissements.
- Coordinateur national du Réseau « Eswatini Enterprise Network for Africa » en 2000.
- Prestation à l'Organisation caritative « Philani Maswati Charity Organisation » en 2000.

Distinctions honorifiques

- Femme d'Affaire de l'année 2007
- Ordre du Roi d'Eswatini 2013

Education

- 2013 Master en Leadership et gestion des changements au Leeds Metropolitan, Royaume-Uni (UK),
- 1990 : Licence en gestion d'entreprises à l'Université « Schiller International University, London UK »
- January July 1986: cours de secrétariat et diplôme, au "Pitman Advanced Typing and Business on Communication", "Cavendish College London UK"
- 1983 1984 : études de sciences sociales à l'Université de Swaziland
 (pour une année, puis transférée au Royaume-Uni)
- 1978 1982: certificat d'étude à l'école "St. Theresa
 Girls High School Cambridge".



Vice-Présidente Amal Alsullabi Libye

Etudes

- Diplôme de Master en arabe, faculté des lettres, 2019
- Bachelière dans la langue arabe, Faculté des lettres, Université de Garyounis, Benghazi, Libye,1999

Expérience professionnelle:

2011- 2016: Présidente de l'Association des femmes libyennes

Depuis 2017: Membre du Conseil supérieur d'Etat

- Vice-Présidente de la Commission des droits de l'homme.
- Membre de la Commission pour la réconciliation nationale.
- Membre élue de la commission pour l'amendement constitutionnel.



Sénatrice Diaby Makani Côte d'Ivoire

Expérience professionnelle:

• Vice-Présidente du Sénat de la République de Côte d'Ivoire en charge de l'Education, de la Culture et du Tourisme, le 27 juin 2019.

• Sénatrice de la République de Côte d'Ivoire, nommée par le Président de la République de Côte d'Ivoire, S.E. Mr. Alassane Ouattara, le 03 avril 2019.

- Professeure de français et des littératures francophones, à l'Université d'Etat de Géorgie (Etats-Unis), Département de la Culture et des langues du monde, 2017-2019.
- Professeure assistante de Français, à l'Université d'Etat de Géorgie (Etats-Unis), 2016-2017.
- Professeure de français, Centre d'acquisition linguistique, à l'Université d'Etat de Géorgie (Etats-Unis), 2015-2016.
- Assistante de recherche, Université d'Etat de Géorgie (Etats-Unis), 2015-2016.
- Directrice générale de Lam's Enterprise, Abidjan-Côte d'Ivoire, 2007-2009.

Distinctions:

• Ambassadrice pour la paix, Fédération pour la Paix Universelle. (New-York), 2019.



•Ambassadrice de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, République de Côte d'Ivoire, 2018

Ateliers/séminaires professionnels:

- Participation à l'atelier « les femmes en politique en Côte d'Ivoire : vers une feuille de route pour accroître la représentation des femmes sur la scène politique », 5 mars 2024, Abidjan-Plateau, Côte d'Ivoire.
- Participation à la Conférence « Women Political Leaders » (WPL) organisée par le Parlement européen en collaboration avec le Parlement fédéral belge les 7 et 8 juin 2023, au Parlement belge.
- Participation à la 5^{ème} Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (PMA), du 5 au 9 mars 2023 à Doha, Qatar.
- Participation au Sommet des femmes politiques leaders tenu à Tokyo, Japon du 25 au 27 juin 2019, coorganisé par la Chambre des représentants du Japon, le réseau mondial des femmes politiques leaders (WPL) et la « Millennium Challenge Corporation » (MCC). Cet important Sommet a réuni des femmes politiques leaders du monde entier, sur le thème « Agir pour faire progresser la société vers les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) ». L'événement a exhorté les femmes à agir en les encourageant à promouvoir les économies de leurs pays.
- XXème Réunion de l'Association des Sénats européens du 13 au 15 juin 2019, avec la participation des Sénats africains. Cet événement, dont le thème était « le bicamérisme, un atout pour la démocratie », a été une occasion exceptionnelle de dialogue avec les pays africains ayant une deuxième chambre parlementaire, et a représenté un exemple de coopération entre les secondes chambres à travers le monde, ainsi qu'une opportunité de réflexion et de communication de ces chambres sur les questions brûlantes d'actualité.



- •Atelier sur Léna Blou, chorégraphe et militante française originaire de Guadeloupe, qui a exploré les cultures francophones au carrefour de la France, de l'Afrique de l'Ouest et des Caraïbes à travers les notions de diversité, d'identité et d'espace, Université d'Etat de Géorgie (Etats-Unis), 2018.
- •L'histoire au-delà des frontières avec Fabienne Kanor, Université d'Etat de Géorgie (Etats-Unis), 2017.
- Table ronde sur le roman « D'eaux douces » de Fabienne Kanor, Université d'Etat de Géorgie (USA), 2017.
- Séminaire sur les Méthodes d'enseignement des langues et de recherche en études caribéennes avec Carine Gendrey, Université d'Etat de Géorgie (Etats-Unis), 2016.
- Atelier sur Jocelyne Béroard, chanteuse, actrice et philanthrope primée, qui aborde les questions d'identité, de genre et de développement communautaire, Université d'Etat de Géorgie (Etats-Unis), 2016 ;
- Participation à une Conférence : Îles et identités : mémoire et traumatisme dans une perspective comparée : un groupe d'écrivains, de chercheurs, d'activistes, d'interprètes et de cinéastes d'Afrique, des Caraïbes, d'Europe et des Etats-Unis ont discuté de la diaspora, de la mémoire et des traumatismes, de la résistance et des identités, Université d'Etat de Géorgie (Etats-Unis), 2016
- « External commercial TURKEY-AFRICA 3 TUSKON 2008 » : Discussion sur la manière d'établir une plate-forme commerciale entre la Turquie et l'Afrique, Istanbul, Turquie, 2008.
- « Formation Tannage » : Formation sur la tannerie traditionnelle et industrielle et la fabrication du cuir, parrainé par l'Union économique et

monétaire ouest-africaine (UEMOA) et la Banque Islamique de Développement (BID), FÈS, Maroc, 2008.

- « Atelier sur les mécanismes de mise en œuvre des galeries d'art (GVAA) : Discussion sur la mise en œuvre de la galerie virtuelle des artisans », parrainé par le Comité pour le développement et la promotion des arts et métiers africains (CODEPA), Abidjan, 2008.
- Ateliers et conférences sur le 5è Salon commercial international de la CEDEAO » : Commerce et vente de produits issus des organisations non gouvernementales, parrainé par la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, Burkina Faso, 2008.

Développement pédagogique

- Enseigner le transmédia et la gamification en classe de langue française avec une délégation d'enseignants de français spécialisés en pédagogie et études françaises au Département des langues et cultures du monde de l'Université d'Etat de Géorgie aux Etats-Unis, organisé par les Services Culturels de l'Ambassade de France, du Consulat de France et de l'Alliance Française, Atlanta, GA, le 6 avril 2018.
- Formation pédagogique pour les futurs enseignants du Collège (Parties 1 et 2) : Apprendre à développer des connaissances fondamentales sur une variété de pratiques pédagogiques, GSU, GA, 2015-2017
- Commenter l'écriture des étudiants : Comment concevoir des modèles d'évaluation de base pour la classe, meilleures pratiques pour répondre au travail des étudiants, GSU, GA, 2015
- « Motiver les étudiants en perte d'attention et d'intérêt : les meilleures méthodes pour répondre au travail des étudiants, stratégies de connaissances et de compétences, GSU, GA, 2015



- « Elaboration des examens » : quels sont les objectifs lors de l'élaboration des examens et comment motiver les étudiants, GSU, GA, 2015
- « Organiser la discussion en classe » : Comment créer des espaces permettant aux étudiants de participer et comment motiver davantage les étudiants à participer avec enthousiasme en classe, GSU, GA, 2017.
- « Pédagogie pour la justice raciale et sociale » : Comment travailler avec les étudiants d'horizons divers, GSU, GA, 2017.

Education:

- DIPLÔMES
- Maitrise en littérature française et sciences humaines, Université d'Etat de Géorgie (Etats-Unis), 2017.

Thèse de mémoire : Migration et transculturalité : genre, sexualité et traumatismes dans les arts visuels et la littérature française Résumé : Cette thèse propose une étude comparative qui s'appuie sur les productions audiovisuelles et littéraires d'artistes et d'écrivains francophones, afin de mieux saisir les notions de migration et de transculturalité dans leurs œuvres. Cette approche interdisciplinaire nous amène à explorer les notions de genre, de sexualité, de traumatisme, de construction identitaire et de résistance dans les arts visuels et la littérature francophone des artistes de la diaspora africaine. Elle permet également de mieux comprendre leurs contributions au renouveau de la création littéraire et de la production cinématographique francophone.

• Maitrise en Marketing et Gestion Commerciale, HEC (Hautes Etudes Commerciales) d'Abidjan, 2007.

- Maîtrise en littérature française (c2), Université d'Abidjan-Cocody, 1994.
- Licence en Education et Communication, Université d'Abidjan-Cocody, 1993.

Certificat de spécialisation :

- Civilisation et Diplomatie française, Institut de Touraine, Tours (France), 2016.
- Certificat en évaluation des éducateurs ETS GACE, GA (États-Unis), Géorgie, 2014.
- Certificat en analyse commerciale, H2KInfosys, GA (États-Unis), 2015.
- Services de qualité pour les enfants GA (États-Unis), certificat en développement de l'enfant, 2014.
- Certificat en Gérontologie, INFES (RCI), 2009.
- Certificat en gestion d'Entreprise, Réseau GERME (RCI), 2008.
- Certificat d'excellence en enseignement collégial, Université d'Etat de Géorgie (Etats-Unis), 2017.
- Certificat d'excellence pour contribution comme agent de liaison de conférence, South Atlantic Center of the Institute of America Conference, Université d'Etat de Géorgie (Etats-Unis), 2016
- Bourse d'études à l'étranger, (IEF), Université d'Etat de Géorgie (Etats-Unis), 2016.



Expérience de bénévolat :

- Séance d'information sur les études à l'étranger, rencontres, panels d'étudiants, 2016. Promouvoir les études à l'étranger auprès de ses pairs et interagir avec la communauté internationale sur le campus, Université d'Etat de Géorgie.
- Membre de l'Union Fraternelle des Ivoiriens de la Géorgie (UFIG., Inc), Atlanta-Etats-Unis.
- Présidente de l'ONG Population et qualité de vie, RCI, 2009 (Aider à améliorer la qualité de vie des femmes, des enfants et des personnes âgées, mener des activités d'éducation à la santé et à l'éducation).

Engagement politique et distinction :

- Membre du Conseil National du RHDP
- Présidente des Femmes Républicaines RFR-ATLANTA
- Chevalier de l'Ordre Républicain (RDR)
- Membre, Secrétaire Général et Président d'ONG, d'associations et de Mutuelles de développement.



Fatiha Khourtal Maroc

Etudes:

- Baccalauréat en Littérature moderne, 1986.
- 1988 : Certificat d'Etudes Universitaires Générales, Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales.
- 2000 : Diplôme de l'Institut Supérieur de Technologie Appliquée.
- Poursuite d'études universitaires à la Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales.

Experience professionnelle:

- 1992 : Entrée au Ministère du Logement, évolution dans différents départements du secteur.
- 2021 : Membre de la Chambre des conseillers.
- Formation Continue : Instituts de Formation affiliés au Secteur de l'Habitat :
 - Urbanisme
 - Logement
 - Immobilier
 - Parcours politique et syndical



Parcours politique:

- Membre du Conseil National du Parti Démocratique de l'Indépendance.
- Membre de la Commission des lois et règlements du Parti Démocratique de l'Indépendance.
- Membre du Conseil National de l'Organisation pour l'autonomisation des Femmes.

Parcours syndical:

- Adhésion au Syndicat des Travailleurs Généraux du Maroc en 1992.
- Membre du Bureau exécutif du Syndicat des Travailleurs Généraux du Maroc.
- Membre du Conseil National du Syndicat des Travailleurs Généraux du Maroc.
- Premier Adjoint au Secrétaire Régional à Rabat du Syndicat des Travailleurs Généraux du Maroc.
- Membre du Réseau danois-arabe pour l'égalité et la lutte contre les violences à l'égard des femmes.
- Premier Adjoint au Secrétaire National de l'Union Nationale du Secteur de l'Habitat et de la Politique de la Ville.
- Membre du Conseil National du Syndicat National du Secteur de l'Habitat et de la Politique de la Ville.
- Secrétaire Régional de l'Union Nationale du Secteur de l'Habitat et de la Politique de la Ville à Rabat-Salé-Kénitra.
- Membre du Bureau Exécutif du Syndicat des Femmes Travailleuses.



- Premier Adjoint au Secrétaire Régional à Rabat du Syndicat des Femmes Travailleuses.
- Déléguée des Salariés pour deux mandats.

Travail bénévole et autres activités :

- Secrétaire général de l'Union nationale et internationale de soutien à l'autonomie gouvernementale du Sahara occidental.
- Vice-Présidente de la Fondation Paix pour le Développement Social.
- Directrice du Secteur Développement à la Fondation Paix pour le Développement Social.
- Secrétaire Général de l'Association des Parents et Tuteurs pour deux mandats.